



Madame la Présidente,

Nous nous situons aujourd'hui dans un contexte national de fonctionnaire bashing et d'attaques tout azimut sur les travailleurs. Ce gouvernement stigmatise les fonctionnaires, qu'il s'apprête à punir en continuant à bloquer nos salaires, en supprimant la GIPA et enfin, suprême infamie, en rackettant les agents malades !

A la DGFIP le moratoire sur les suppressions de poste n'est pas honoré et ce sont plus de 730 emplois qui seront supprimés dans les DDFIP/DRFIP.

Nous ne siégerons pas aujourd'hui à ce CSAL dont l'ordre du jour est le sabotage du SIP.

Vous mettez en place des organisations qui détruisent le service public et abîment les agents .

Vous avez commencé par la départementalisation du SIP dans le cadre du NRP.

Il s'agissait à l'époque déjà de palier au manque de personnel et de minimaliser le service public de proximité.

Les difficultés se sont très vite accumulées et nous OS sommes souvent intervenues sur cette question .

En matière d'assiette,

En ce qui concerne les antennes les décisions sont prises à Bourges sans prendre en compte le manque de personnel des antennes leur attribuant ainsi des tâches comme le téléphone national, qui pour certains vont jusqu'à les empêcher de prendre leur pause méridienne en totalité.

Lors de leur audience le 26 juin 2024, les personnels sont venus vous demander pourquoi si peu d'affectations dans leurs services. Et votre réponse n'a pas été à la hauteur .

De plus, aujourd'hui les bugs informatiques se succèdent. ILIAD est en panne ,GMBI qui devait être perfectionné dysfonctionne encore et encore (TLV THS) créant contentieux et sollicitations des contribuables.

En matière d'accueil aussi bien sur les antennes que sur Bourges la sur-sollicitation des contribuables par la multiplicité des canaux d'entrée, fait que les plannings sont ingérables et que très souvent il n'y a pas d'agent à mettre en face chaque mission, cela dans un contexte où il faut continuer à former les nouveaux, l'administration n'ayant même pas été capable d'anticiper la pyramide des âges.

Dans ces conditions il n'est donc pas envisageable comme préconisé dans la note de se substituer aux autres administrations qui ont totalement fermé guichets et téléphones.

En matière de recouvrement, vous n'aviez pas les outils adaptés à une gestion autre qu'alphabétique. Le recouvrement dans le SIP départemental avec un portefeuille alphabétique était forcément source de difficultés. Nous vous l'avions dit à l'époque et les personnels aussi, ce qui a

été effectivement le cas (dossiers perdus, courriers qui circulent dans tout le département , centralisation de la comptabilité et effectifs irréguliers et insuffisants) et il vous a fallu 2 années pour vous en rendre compte ! Mais au lieu de faire marche arrière vous n'avez qu'un seul objectif dans le cadre du NRP et aujourd'hui du SIP de demain : réduire les antennes à leur strict minimum. Pour ce faire vous méprisez le savoir-faire des collègues. Ils nous l'ont dit: « jamais dans toute leur carrière ils n'avaient jamais aussi mal travaillé » , par liste, sans suivi des dossiers, agissant comme de simples « presse-boutons ». Alors vous allez nous dire que ce sont des anciens qui ne savent pas s'adapter, mais des personnels plus récents ont aussi la même approche. Nous aurions souhaité qu'ils viennent vous le dire aujourd'hui mais leur réponse a été qu'ils sont fatigués d'expliquer ce qu'est un travail bien fait , car vous n'écoutez rien . Par exemple comment peut-on reprocher à des collègues de se renseigner sur le bien fondé de ce qu'on leur demande de faire? Venir vous le dire à nouveau, c'est pour eux crée un stress supplémentaire et ils préfèrent s'en protéger. Pire , comme prévu dans la courbe du deuil que vous connaissez bien pour l'avoir bien expliqué aux chefs de service, ils savent que vous attendez la fin de leur colère, espérant que la résignation puis la résilience prendra le dessus. Or ce que nous, élus du personnel avons entendus nous choque particulièrement. Plusieurs d'entre eux que ce soit à Bourges ou dans les antennes nous disent: «J'arrive à 8h et je fais ce qu'on me demande sans réfléchir, J'essaye de ne pas m'interroger sur l'intérêt de mon travail, son éventuelle inutilité voire de sa légalité ». Je n'ai pas vu mon chef de service, celui qui décide mon travail depuis des semaines, des mois...Cela s'appelle de la démission silencieuse. Or personne ne peut travailler longtemps dans un tel état d'esprit, et nous sommes inquiets des conséquences sur la santé des agents.

Parce que de la part de l'administration, il n'y a pas de volonté de recruter, parce qu'il n'y a pas eu d'anticipation sur les départs, parce que le manque d'effectifs à atteint des sommets, nous ne sommes plus en capacité de rendre un service à l'utilisateur digne de ce nom et vous ne faites que mettre des pansements sur une jambe de bois.

Dans ces conditions, basculer le recouvrement sur l'assiette est inenvisageable ! D'abord parce que le recouvrement est un métier à part entière et ensuite parce que les agents côté assiette sont exténués à la fin de chaque campagne et dans les SIP, elles s'enchaînent les unes après les autres.

Après deux ans de fonctionnement, force est de constater que la départementalisation est une grossière erreur qui a détruit le service rendu à l'utilisateur et dont le but à terme est ou de supprimer les antennes ou de les transformer en Maison France Service.

C'est pourquoi nous demandons la réimplantation de services de pléines compétence au plus près des usagers ainsi que les emplois nécessaires à la réalisation de toutes les missions incombant à la DGFiP,

Les élus du personnels

Marianik LEBLANC
Samuel BAILLY
Fabien GEUGEY

Isabelle LEFORT
Yannick GARNIER

Franck JANSONNIE

Marie-LAURE THEBAULT